

Avant-projet de déclaration

DOCUMENT TEL QU'IL S'AFFICHAIT À L'ÉCRAN LE 27 AOÛT À 17 HEURES

1. Nous, [chefs d'État et de gouvernement,] ministres et représentants des Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), réunis à Rome du 19 au 21 novembre 2014 à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, conjointement organisée par la FAO et l'OMS, pour examiner les défis multiples que pose la malnutrition sous toutes ses formes et identifier les moyens de les relever au cours des prochaines décennies;
2. Réaffirmant les engagements pris à la première Conférence internationale sur la nutrition de 1992, aux sommets mondiaux de l'alimentation de 1996 et 2002, et au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de 2009, ainsi que les engagements pris au regard des cibles et plans d'action internationaux pertinents, et notamment les cibles mondiales 2025 de l'OMS en matière de nutrition et le Plan d'action mondial 2013-2020 de l'OMS pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles; [1]

1

- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) (AFRIQUE)
- Déclaration du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies, 2000
- Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, 2004 (AFRIQUE)
- Déclaration de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis des bioénergies et du changement climatique, 2008
- Ensemble de recommandations sur la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées destinées aux enfants, 2010
- Engagements existants pris dans le cadre de l'initiative du Mouvement renforcement de la nutrition conformément à la feuille de route du Mouvement renforcement de la nutrition, 2010 (EUR)
- Renforcer la nutrition - Cadre d'action, 2010 (WPR)
- Déclaration politique de la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, 2011 (WPR)
- Défi Faim zéro, 2012
- L'avenir que nous voulons, 2012
- Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant, 2012
- Principes de l'engagement et Stratégie du Mouvement renforcement de la nutrition (SUN) 2012-2015, 2012 (EUR)
- Cadre de suivi et d'évaluation du Mouvement renforcement de la nutrition, 2013 (WPR)
- Déclaration de Vienne sur la nutrition et les maladies non transmissibles dans le contexte de Santé 2020, 2013
- Pacte mondial en faveur de la nutrition pour la croissance, 2013 (AMR)

3. Réaffirmant le droit de chacun d'avoir accès à une alimentation sûre, suffisante et nutritive dans l'exercice du droit à une alimentation adéquate, ainsi que le droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim, conformément au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et à d'autres instruments internationaux pertinents;

Défis multiples que pose la malnutrition s'agissant du développement durable et n'écartant personne et de la santé

4. Reconnaissons que la malnutrition sous toutes ses formes - dénutrition, carences en micronutriments, excès pondéral et obésité - non seulement nuit à la santé et au bien-être des populations en compromettant le développement physique et cognitif, ainsi que le système immunitaire, en exposant davantage les personnes aux maladies transmissibles et non transmissibles, en restreignant la réalisation du potentiel humain et en réduisant la productivité, mais constitue également un lourd fardeau, sous la forme de conséquences socioéconomiques négatives, pour les individus, les familles, les communautés et les États;

5. Reconnaissons que les causes profondes de la malnutrition et les facteurs qui la favorisent sont complexes et multifactoriels:

- a) que la pauvreté, le sous-développement, une situation économique et sociale défavorisée sont les principaux responsables de la malnutrition, que ce soit dans les villes ou dans les zones rurales;
- b) l'impossibilité d'accéder à tout moment à une alimentation suffisante, qui soit adéquate aussi bien en quantité qu'en qualité, à un prix abordable, [culturellement acceptable et] et tenant compte des normes culturelles, [conformément à la législation nationale] [compte tenu également des traditions et dimensions culturelles] [est un facteur déterminant];
- c) La malnutrition est souvent aggravée par des pratiques inappropriées en matière d'alimentation et de soins appliquées aux nourrissons et aux jeunes enfants, un assainissement et une hygiène laissant à désirer, le manque d'accès à l'éducation, à des services de santé de qualité et à l'eau potable, les infections transmises par les aliments et les parasitoses, ainsi que l'ingestion de quantités

Énumérer l'ensemble des engagements existants surlignés en vert et figurant dans d'autres paragraphes, y compris le texte de la note de bas de page fournie par l'EURO. [ÉNUMÉRER TOUS LES DOCUMENTS, Y COMPRIS CEUX DE L'ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ 2005, L'INITIATIVE 2000 DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, L'INITIATIVE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE DÉFI FAIM ZÉRO] (ERG) [fournir la liste complète, y compris le PAM sur le **Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant**](AMR, GRULAC, WPR)[Le Mouvement renforcement de la nutrition](EUR)

dangereuses de contaminants chimiques dues à [des conditions peu sûres de production, de transformation et d'entreposage] des produits alimentaires (EUR);

6. Reconnaissons que différentes formes de malnutrition coexistent au sein de la plupart des pays; si tous les groupes socioéconomiques sont concernés par les risques alimentaires, il existe d'importantes inégalités en ce qui concerne la situation nutritionnelle, l'exposition au risque et le caractère adéquat de l'apport énergétique et de l'apport en nutriments, à la fois d'un pays à l'autre et dans un même pays;
7. Reconnaissons que certains changements socioéconomiques et environnementaux peuvent avoir un impact sur les habitudes en matière d'alimentation et d'activité physique, exposant davantage à l'obésité et aux maladies non transmissibles en raison d'un mode de vie de plus en plus sédentaire et d'une consommation accrue d'aliments à forte teneur en matières grasses, notamment en matières grasses saturées et en acides gras trans, en sucre et en sel/sodium;
8. [Reconnaissons la [nécessité d'agir face aux]/les impacts [potentiels] (AN) du changement climatique et d'autres facteurs environnementaux sur la sécurité alimentaire et la nutrition [, en particulier sur la quantité, la qualité et la diversité des aliments produits, en prenant les mesures nécessaires pour lutter contre les effets négatifs;]](SUPPRIMER)(AN) [phrase/paragraphe devant être fourni par l'AFRIQUE]

[Reconnaissons que les troubles civils et les crises prolongées, aggravés par des catastrophes naturelles telles que les sécheresses et la désertification, compromettent le bien-être nutritionnel, l'accès à la sécurité alimentaire et la nutrition;] (AFRIQUE)
9. Reconnaissons [que les actuels systèmes alimentaires sont de plus en plus sollicités] / [les problèmes persistants dans tous les secteurs concernés] (WPR) s'agissant de fournir des aliments sûrs [et nutritifs] (WPR) (SUPPRIMER: ERG) pour tous et de permettre une alimentation saine, notamment en raison des contraintes imposées par [la rareté des ressources et [la durabilité écologique] (SUPPRIMER: GRULAC)] (WPR) /[les préoccupations en matière de] (ERG) [rareté des ressources et [de non-durabilité] écologique] (SUPPRIMER: GRULAC) / [les actuels modes de consommation et de production non durables] (SUPPRIMER: WPR) et les niveaux élevés de pertes et de gaspillages d'aliments, [le déséquilibre] (ERG, WPR) / [l'inefficacité] de la répartition des ressources (ARRÊTER ICI: ERG, EUR, AN) [et les mesures économiques qui faussent les échanges commerciaux,] (AFR, SWP, GRULAC, NEG) (SUPPRIMER: ERG, EUR, AN) [y compris les mesures économiques coercitives unilatérales;] (GRULAC, AFR) (SUPPRIMER: WPR)
10. Notons avec une profonde préoccupation que malgré les résultats non négligeables obtenus dans de nombreux pays, on n'a observé, pendant les dernières décennies, que des progrès faibles et limités en matière de réduction de la malnutrition et les estimations montrent que:

- a) la prévalence de la sous-alimentation a reculé dans des proportions modérées, mais les chiffres estimatifs en valeur absolue, soit 842 millions de personnes souffrant de sous-alimentation chronique entre 2011 et 2013, demeurent inacceptablement élevés; [MISE À JOUR APRÈS LA PARUTION DE L'ÉTAT DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE MONDE EN OCTOBRE 2014]
- b) la malnutrition chronique, mesurée par le retard de croissance, a baissé, mais en 2012, elle touchait encore 162 millions d'enfants de moins de cinq ans, la malnutrition aiguë (dépérissement) concernant quant à elle 51 millions d'enfants de moins de cinq ans; [MISE À JOUR DES CHIFFRES EN SEPTEMBRE]
- c) la dénutrition, principale cause de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans, a été à l'origine de 45 pour cent des décès d'enfants dans le monde en 2013;
- d) [plus de 2 milliards de personnes] (EUR) souffrent de carences en micronutriments, notamment, mais pas exclusivement, la vitamine A, l'iode, le fer et le zinc;
- e) l'excès pondéral et l'obésité de l'enfant et de l'adulte ont progressé rapidement dans toutes les régions, touchant 44 millions d'enfants de moins de cinq ans (excès pondéral) en 2012 et plus de 500 millions d'adultes (obésité) en 2010;
- f) les facteurs de risque alimentaires, associés à une activité physique insuffisante, ont un poids de près de 10 pour cent du fardeau mondial de la maladie et de l'invalidité;

Vision [complète] (GRULAC, AMR, ERG) [globale] (AFRIQUE) pour une action mondiale visant à mettre fin à toutes les formes de malnutrition (CONSERVER LA PREMIÈRE PROPOSITION: AN, ASIE, AFR)

11. [Réaffirmons qu'une action doit être engagée dans tous les secteurs par l'ensemble des parties prenantes à tous les niveaux et]:

a) qu'il est impératif, pour des raisons sanitaires, éthiques, politiques, sociales et économiques de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes, en tenant compte tout particulièrement des besoins spéciaux des enfants, des femmes, des personnes âgées, des personnes handicapées, des autres groupes vulnérables, ainsi que des personnes en situation de crise humanitaire;

a) bis [que les politiques nutritionnelles devraient [viser]](SUPPRIMER)(WPR)/ [encourager une alimentation saine] (WPR) dans tous [les groupes d'âge] (EUR)/ [à tous les stades de la vie] [y compris avant et pendant la grossesse](WPR)/[, en particulier pendant les mille premiers jours à compter de la grossesse et jusqu'à l'âge de deux ans et chez les adolescentes,]/[et être axées en particulier sur la

période des mille premiers jours ainsi que sur les femmes et les adolescentes en âge de procréer, de façon à agir sur la malnutrition des mères, des femmes enceintes, des femmes allaitantes, des adolescentes, des nourrissons et des enfants en bas âge en] encourageant et en aidant [les femmes à fournir des soins et à avoir des pratiques alimentaires appropriées, notamment] (EUR)/ [en favorisant les soins et les pratiques alimentaires,] (ERG) en favorisant un allaitement et une alimentation d'appoint et des [repas] (ERG) scolaires et autres formes d'alimentation spécialisée qui soient appropriés, ainsi que l'adoption de régimes alimentaires sains par les familles;](ERG)(EUR: RÉSERVE) [**GARDER LE TEXTE INITIAL**](AMR, AFR avec insertion du libellé relatif aux 1000 premiers jours de la vie)

- b) b) et c) réunis: qu'un appui à une action coordonnée des divers acteurs de l'ensemble des secteurs concernés sur les plans international, régional, national et communautaire doit être consenti par l'intermédiaire de politiques, programmes et initiatives transversaux et cohérents [dans les systèmes alimentaires](SUPPRIMER)(AN, WPR);

[b bis) que l'alimentation ne devrait jamais être utilisée comme moyen de pression politique et économique;] (GRULAC)

- d) [qu'il importe de [mieux atténuer]/[suivre et gérer](ERG) les risques liés à la hausse et à l'instabilité croissante des prix des produits agricoles et leurs conséquences pour la sécurité alimentaire et la nutrition mondiales [notamment dans les accords commerciaux et d'investissement et dans les investissements et les incitations à la production agricole, à la transformation et à la distribution des aliments;](AFR)](SUPPRIMER TOUT LE PARAGRAPHE (AN, SWP)

- e) [que les améliorations de l'alimentation et de la nutrition passent par [un renforcement](SUPPRIMER)(AN) [le cas échéant](EUR) [le](AN) [un] cadre législatif et réglementaire [solide] (AN) pour la sécurité sanitaire des aliments [(y compris en ce qui concerne l'utilisation des produits agrochimiques)](AMR, GRULAC) [SUPPRIMER](EUR, AN) et le contrôle de la qualité des produits alimentaires [et la protection contre les techniques [inadéquates]/[inappropriées] de commercialisation et de publicité concernant les aliments (AMR) aux niveaux national, régional et international] [grâce à la promotion des activités de la FAO et de l'OMS](EUR), [et notamment grâce à la promotion de la participation et des activités de la Commission du Codex Alimentarius à l'appui de l'élaboration et de l'application de normes internationales largement acceptées] [l'élaboration] [en vue de l'utilisation la plus large possible] [aux niveaux national et

international]](SWP, GRULAC) [l'importance de l'amélioration des informations destinées aux consommateurs](EUR) [grâce à la promotion des activités de la FAO et de l'OMS dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments et de la nutrition, en particulier les activités de la Commission du Codex Alimentarius, de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), ainsi que celles de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et ...] (EUR)
[OPTION INITIALE]

- f) que les données et indicateurs sur la nutrition, ainsi que les capacités de l'ensemble des pays et l'appui à ces derniers, en particulier les pays en développement en matière de collecte et d'analyse des données, doivent être améliorés afin de renforcer l'efficacité de la surveillance nutritionnelle, de la prise de décision et de la reddition de comptes;
- g) qu'il est nécessaire de renforcer les moyens d'action des consommateurs en améliorant les informations, l'éducation et l'alphabétisme relatifs à la santé et à la nutrition afin qu'ils puissent prendre en connaissance de cause leurs décisions quant à [la valeur nutritionnelle](RÉSERVE:ERG) des produits alimentaires pour un régime alimentaire [et un mode de vie] (ERG) sain et diversifié [et des pratiques appropriées en matière d'alimentation des nourrissons et des enfants]; (EUR)
- h) que les systèmes nationaux de santé devraient intégrer la nutrition en donnant à tous accès à des services de santé intégrés, dans l'optique de la continuité des soins, notamment par la promotion de la santé et la prévention des maladies, le traitement et la réadaptation, et contribuer à la réduction des inégalités en répondant aux besoins d'ordre nutritionnel particuliers et aux vulnérabilités des différents groupes de population;
- i) [que les politiques nutritionnelles devraient tenir compte [d'une prise en charge spéciale des femmes] (ASIE, GRULAC) de la problématique hommes-femmes et de la discrimination à l'égard des femmes, notamment par des mesures [visant à assurer]/[qui assurent] (EUR) l'exercice [plein et entier]/[progressif] (AN) du droit à une alimentation [adéquate] (ERG) [dans des conditions d'égalité] [dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale] (ERG), et à garantir aux femmes le même accès que les hommes à la protection sociale et aux ressources, notamment aux revenus, à la terre et aux ressources en eau, ainsi que le plein accès, en toute égalité, à l'éducation, [à la formation] (EUR), à la science et à la technologie [ainsi qu'à la santé] (EUR) afin qu'elles puissent se nourrir et nourrir leur famille [et leur communauté] (EUR); [SUPPRIMER (ERG, AN, ASIE, ce

point étant traité au par. 12c *ter*)](MAINTENIR CE PARAGRAPHE)(AFR, AMR, GRULAC (WPR et supprimer le par. 12c *ter*))]

12. Reconnaissons:

- a) que la coopération internationale et l'aide publique au développement pour la nutrition devraient, selon le cas, appuyer ou compléter les stratégies, les politiques, les programmes et les initiatives de surveillance nationales en matière de nutrition;
- b) [que la concrétisation [du droit à] (SUPPRIMER)(AN, ERG) une alimentation [et une nutrition] (SUPPRIMER)(ERG, AFR)) adéquates pour tous suppose des systèmes alimentaires durables, équitables, accessibles, [culturellement acceptables] (SUPPRIMER)(ERG, AN) et résilients [et multifformes) (ERG) [POINT](EUR)[,](ERG)/, [ainsi que) l'adoption et la mise en œuvre de politiques complémentaires dans tous les secteurs concernés(POINT) (ERG, WPR, AN, SWP, ASIE), conformément au droit [au développement]/(AFR)/[à une alimentation adéquate] et au droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim]]

12b *ter* [que la promotion du droit humain au développement suppose également la concrétisation pleine et entière du droit des populations à l'autodétermination et de l'exercice de leur droit inaliénable à la souveraineté pleine et entière sur leurs richesses et ressources naturelles] (AFR, AFRIQUE) [SUPPRIMER](AN, SWP, ERG) [RÉSERVE](EUR)

12 b *bis* qu'une action collective est de nature à améliorer la nutrition et nécessite la collaboration entre les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les communautés;

- c) que les systèmes alimentaires et agricoles, notamment les cultures, l'élevage, les forêts, la pêche et l'aquaculture doivent être pris en compte dans leur ensemble dans le cadre de politiques publiques concertées, y compris sous l'angle des ressources, de l'investissement, de l'environnement, des populations, des institutions et des processus de production, de transformation, d'entreposage, de distribution, de préparation et de consommation des aliments;
- c) *bis*: que les petits agriculteurs et les exploitations familiales jouent un rôle important dans la réduction de la malnutrition et devraient, à ce titre, être soutenus par les politiques des pouvoirs [et que la priorité devrait être la mise en œuvre de politiques et programmes axés sur les populations et de nature à renforcer l'accès aux ressources et la maîtrise de celles-ci par les pauvres des zones rurales et

urbaines, à renforcer leur capacité de production, à accroître leurs revenus et à renforcer leur autonomie](AFR, GRULAC); [MAINTENIR LE TEXTE INITIAL](ERG, EUR, NEG, ASIE, AN)

- c) **ter**: [que les réfugiés, les personnes déplacées, les populations touchées par la guerre, les populations autochtones, les populations sous occupation étrangère et les migrants sont parmi les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel et devraient bénéficier d'un appui adéquat](AFR)

OU

[que les groupes vulnérables sont parmi ceux qui sont le plus exposés à la malnutrition et nécessitent par conséquent une attention particulière](AN)

- d) que des investissements publics et privés responsables dans les secteurs de [l'alimentation]/[de la nutrition] (EUR) [de l'agriculture et d'autres secteurs connexes [tels que l'agriculture familiale] (**SUPPRIMER**) (AN) (**SUPPRIMER**) (EUR), ainsi qu'une réglementation appropriée des marchés [dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et dans d'autres secteurs connexes] (EUR) sont indispensables pour venir à bout de la malnutrition;

- d) **bis**: que les gouvernements devraient protéger les consommateurs, en particulier les enfants, contre la publicité et la commercialisation abusives d'aliments;

- e) que pour améliorer la nutrition, il faut assurer des régimes alimentaires sains, équilibrés et variés, y compris, le cas échéant, les régimes alimentaires traditionnels, satisfaire les besoins en nutriments de toutes les classes d'âge [et de tous les groupes ayant des besoins nutritionnels particuliers](**RÉSERVE ASIE**) tout en évitant les apports excessifs de matières grasses saturées, de sucres et de sel/sodium et éliminer la quasi-totalité des acides gras trans, notamment;

- f) que [les systèmes alimentaires]/[les politiques concernant tous les secteurs pertinents](WPR, SWP) doivent favoriser les modes d'alimentation sains[, notamment](WPR, SWP) en donnant pendant toute l'année accès à des aliments [à densité élevée en nutriments](Coprésident) [et nutritifs](**SUPPRIMER**)(ERG) [et variés](EUR) [y compris les fruits et légumes, les légumes secs, les produits céréaliers complets,](**SUPPRIMER**)(NEG) , les aliments contenant des protéines de qualité, notamment le poisson [et d'autres aliments sources de protéines animales], tout en décourageant la consommation d'aliments ayant une incidence néfaste sur la nutrition et la santé [[et les aliments d'origine animale](**SUPPRIMER**)(GRULAC), tout en limitant la consommation

- d'aliments transformés ayant une incidence négative sur la nutrition et la santé](SUPPRIMER)(WPR);
- g) qu'il est nécessaire que les systèmes alimentaires [contribuent à] [prévenir et] éviter les maladies infectieuses et notamment les zoonoses et à parer à la résistance aux antimicrobiens;
 - h) que les systèmes alimentaires, y compris tous les éléments de la production, de la transformation et de la distribution, devraient être durables, résilients et efficaces de façon à assurer une alimentation plus variée de façon équitable, en tenant dûment compte des impacts sur l'environnement et la santé;
 - i) qu'il faudrait faire des efforts pour réduire les pertes et les gaspillages de produits alimentaires d'un bout à l'autre de la filière alimentaire, en vue de contribuer à la sécurité alimentaire, à la nutrition et au développement durable;
 - j) que les organismes des Nations Unies, [notamment le Comité de la sécurité alimentaire mondiale] et les institutions financières internationales et régionales, doivent collaborer plus efficacement à l'appui des efforts nationaux et régionaux, selon le cas et renforcer la coopération internationale et l'aide au développement afin d'accélérer les progrès en matière de lutte contre la malnutrition;
 - k) [Reconnaissons que l'Expo Milan 2015, ayant pour thème «Nourrir la planète, énergie pour la vie», offre une véritable chance de souligner l'importance de la sécurité alimentaire et d'une nutrition saine [dans les efforts de développement mondial pour l'après-2015] (SUPPRIMER) (AMR), de sensibiliser le public [aux résultats de la CIN2 et] (AFR) aux différents aspects de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de stimuler le débat international entre toutes les parties prenantes sur ces questions de première importance;] (SUPPRIMER) (insérer ce paragraphe dans le rapport de la CIN2) (GRULAC, AMR, WPR)]

Engagement à agir

13. Nous nous engageons [,dans les dix prochaines années] (GRULAC):
 - l) à éliminer, à l'échelle mondiale, la faim et à prévenir toute forme de malnutrition, en particulier la sous-alimentation, le retard de croissance, le dépérissement, le déficit pondéral et l'excès pondéral de l'enfant de moins de cinq ans; [ainsi que les carences en micronutriments, en particulier l'anémie, chez la femme et l'enfant;

à inverser la tendance à la hausse de l'excès pondéral et de l'obésité, et à faire reculer les maladies non transmissibles dues à l'alimentation dans toutes les classes d'âge;

- a) ter: [à intensifier les interventions supplémentaires peu coûteuses à forte incidence sur la nutrition, telles que [l'enrichissement des aliments, la supplémentation en micronutriments et] (SUPPRIMER) (GRULAC), [[et le traitement des formes sévères de malnutrition] [ainsi que les solutions à long terme, telles que la fourniture de produits alimentaires sains dans les écoles] (GRULAC)] (AN, AFR);

OU

[à accroître les investissements dans des interventions éprouvées tenant compte de la nutrition et visant à renforcer la variété et l'équilibre nutritionnel des régimes alimentaires [...] (POINT) (ERG) et, si nécessaire, à compléter l'alimentation par l'utilisation appropriée de l'enrichissement des aliments et de la supplémentation ciblée, ainsi que par le traitement de la malnutrition sévère dans les contextes humanitaire et de développement, en accord avec les politiques et plans nutritionnels nationaux] (AN)

- b) à procéder à une [refonte] [amélioration] (ERG, AFR) [des systèmes alimentaires] [et établir des chaînes de valeur alimentaires] (ASIE) par/[à encourager](WPR, AFR) (SUPPRIMER) (ERG) une mise en œuvre cohérente des politiques publiques et une collaboration entre les secteurs public et privé [en tenant compte de la gestion des risques associés aux conflits d'intérêts,] (AFR, AFRIQUE) [et des plans d'investissement][SUPPRIMER](WPR) [portant sur l'ensemble des chaînes de valeur alimentaires] (SUPPRIMER) (ASIE) afin de répondre aux besoins en matière de santé et de nutrition d'une population mondiale croissante en donnant accès à des aliments sûrs, [nutritifs et sains] (SUPPRIMER) (ERG) de façon durable et résiliente [, en améliorant la production [d'aliments] (ERG) et en éliminant la pauvreté [et l'extrême pauvreté] (maintenir, GRULAC)] (SUPPRIMER) (AFRIQUE, ERG)(AMR);

OU

[à améliorer le système alimentaire et](ERG) à encourager une mise en œuvre cohérente des politiques des pouvoirs publics portant sur l'ensemble des chaînes de valeur alimentaires et une collaboration accrue avec le secteur privé afin de répondre aux besoins en matière de santé et de nutrition d'une population mondiale croissante en donnant accès à des aliments sûrs, [nutritifs et sains] (SUPPRIMER) (ERG) de façon durable et résiliente. (SWP, AN)

----- Paragraphe 13: Propositions des coprésidents -----

- b) ter: à faire une plus large place à la nutrition dans les stratégies, politiques, plans d'action et programmes nationaux pertinents et à ajuster les ressources nationales en conséquence; (CONVENU AD REF)

c) à améliorer la nutrition en renforçant les capacités humaines et institutionnelles de lutte contre toutes les formes de malnutrition, grâce, notamment, à la recherche-développement scientifique et socioéconomique, à l'innovation et au transfert des technologies appropriées à des conditions convenues d'un commun accord; (CONVENU AD REF)

d) à renforcer et faciliter, [en s'appuyant sur le principe de la solidarité aux niveaux national, régional, international et mondial,] (AMRO, GRULAC) (SUPPRIMER: EURO, AN, AFRIQUE, ASIE) les contributions et l'action de toutes les parties prenantes visant à améliorer la nutrition et à promouvoir la collaboration au sein des pays et entre eux, y compris selon les modalités Nord-Sud, Sud-Sud et dans le cadre de la coopération triangulaire;

e) à élaborer des politiques, programmes et initiatives visant à assurer une alimentation saine pendant toute la vie, et ce, dès les premiers stades de la vie et jusqu'à l'âge adulte, notamment pour les personnes ayant des besoins nutritionnels spéciaux, avant et pendant la grossesse, en favorisant, en protégeant et en appuyant l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois et la poursuite de l'allaitement au sein jusqu'à deux ans et plus avec une alimentation complémentaire appropriée, une alimentation saine dans les familles et à l'école pendant l'enfance et d'autres formes d'alimentation spécialisée; (CONVENU AD REF)

e-bis [à donner aux populations les moyens [et l'éducation] (ASIE) dont elles ont besoin pour prendre des décisions en connaissance de cause au sujet des produits alimentaires, pour un mode d'alimentation sain et varié et des pratiques appropriées d'alimentation des nourrissons et des enfants par des actions visant à promouvoir l'information, l'éducation et l'alphabétisme en matière de santé et de nutrition] (SWP, ERG, ASIE) [PLACER ICI: SWP] [VARIANTE DE: 11G) (AMRO)

f) à mettre en œuvre les engagements de la Déclaration [par l'intermédiaire du Cadre d'action], ce qui contribuera aussi à assurer la reddition de comptes et le suivi des progrès faits en ce qui concerne les objectifs nutritionnels mondiaux;

f-bis [à veiller à ce que les plans nationaux et internationaux de prévention et d'intervention en cas d'urgence suivent les indications opérationnelles à l'intention des agents de secours et des responsables de programme, indications qui sont fondées sur des données factuelles, afin de sauver des vies en fournissant des aliments sains et équilibrés pour toutes les classes d'âge] (NEG)

g) [à envisager comme il se doit d'intégrer les engagements pris dans la présente Déclaration dans le programme de développement pour l'après-2015, [en établissant un éventuel objectif mondial]* sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable;

[*NOTE EXPLICATIVE: les États Membres examineront l'objectif suivant à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2014 dans le cadre du

document final sur les objectifs de développement durable: Objectif 2: Éradiquer la faim, assurer la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition et promouvoir l'agriculture durable]

14. Nous demandons à la FAO, à l'OMS [, en collaboration avec] (GRULAC, AFRO, AFRIQUE) et d'autres organisations, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations internationales, de maintenir et de renforcer la coopération qu'elles entretiennent entre elles, ainsi qu'avec les gouvernements, le cas échéant, [pour l'élaboration, le renforcement et la mise en œuvre de leurs politiques nationales,] / [et] [pour [les] aider] / [les gouvernements] à élaborer, à renforcer et à mettre en œuvre leurs politiques,] (ERG, EURO, AN, WPRO, ASIE) programmes et plans visant à relever les multiples défis de la malnutrition.(RÉSERVE: AFRO)
15. Nous recommandons à l'Assemblée générale des Nations Unies de souscrire à la Déclaration de la CIN2 [et au Cadre d'action] (GRULAC) (LAISSER ENTRE CROCHETS: AFRO) [et [de déclarer]/[d'envisager de déclarer] (AMRO, GRULAC),une décennie d'action pour la nutrition [de préférence de 2015 à 2025]] (ASIE, GRULAC) (LAISSER ENTRE CROCHETS: AFRO) (SUPPRIMER: ERG, AN)
[et un calendrier pour suivre] (NEG)]
[et examiner les progrès réalisés dans 10 ans] (Coprésident)
OU
SUPPRIMER LA DEUXIÈME PARTIE DU PARAGRAPHE (WPRO, AN)